

Le Président de la CENA conduit une mission d'information préélectorale de la CEDEAO en Côte d'Ivoire

Le Président de la Commission électorale nationale autonome (CENA), M. Doudou Ndir, a conduit, du lundi 9 au vendredi 13 mars 2020, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, une mission d'information préélectorale pour le compte de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

S'inscrivant dans le cadre de l'assistance électorale de la CEDEAO à ses États membres, la mission avait pour objet d'évaluer le niveau de préparation de l'élection présidentielle prévue le 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire, mais aussi de faire ressortir les types d'assistance dont le pays aurait besoin pour des élections justes, transparentes et inclusives.

À cet effet, la mission avait pour tâches de :

- Rassembler tous les textes devant régir l'élection concernée,
- Collecter toutes informations et tous éléments caractérisant le cadre et les conditions dans lesquelles devra se dérouler l'élection,
- Réunir toutes informations utiles relatives aux candidats ou aux partis politiques en compétition,
- Rencontrer les responsables des partis politiques, autorités gouvernementales et autres responsables compétents et
- Évaluer l'état des préparatifs.

Outre M. Doudou Ndir, chef de la mission, celle-ci était composée de :

- M^{me} Aïssata Zada, experte juridique, ancienne membre de la CENI du Niger,
- Dr Remi Ajibewa, directeur des Affaires politiques de la CEDEAO,
- M. Francis Gabriel Oké, chef de la Division assistance électorale, CEDEAO,
- M. Luther Barou Youkou, chargé de programme Opérations, CEDEAO,
- M. Mamadou Amat, conseiller en communication, CENA/Sénégal.

PERSONNALITÉS RENCONTRÉES

MM. Babacar Carlos Mbaye, représentant spécial du Président de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, Ally Coulibaly, ministre de l'Intégration et des Ivoiriens de l'extérieur, Marcel Amon Tanoh, ministre des Affaires étrangères, Hamed Bakayoko, ministre d'Etat, ministre de la Défense, Mamadou Koné, président du Conseil constitutionnel, Philippe Poinot, coordonnateur résident du système des Nations unies, Sidiki Diakité, ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Vagondo Diomandé, ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Jeannot Ahoussou-Kouadio, président du Sénat, Laurent d'Ersu, chef de Délégation adjoint de l'Union européenne, René Bourgoïn, président de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA), Samba Koné, président de l'Autorité nationale de la presse (ANP), SM Désiré Amon Paul Tanoé, président de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels (CNRCT), le Pasteur Ediemou Blin Jacob, président du Forum



Le chef de mission Doudou Ndir prenant congé du président de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels, S.M. Désiré Amon Paul Tanoé

national des confessions religieuses de Côte d'Ivoire (FNCRCI), Georges Armand Ouégnin, président de la plateforme Ensemble pour la démocratie et la souveraineté/Front populaire ivoirien (EDS/FPI, pro-Laurent Gbagbo), Gnamien Konan, président de La Nouvelle Côte d'Ivoire, Ahi-Daman Koné, secrétaire général adjoint du Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (RACI, pro-Guillaume Soro), Yacouba Koné, vice-président de Liberté et Démocratie pour la République (Lider, pro-Mamadou Koulibaly), M^{me} Danielle Boni-Claverie, présidente de l'Union républicaine pour la démocratie (URD), M. Pascal Affi Nguessan, président de la coalition AFP/FPI (pro-Laurent Gbagbo), M^{me} Anne-Désirée Ouloto, directrice exécutive en charge des relations extérieures du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, pro-Alassane Ouattara) et M. Ebrotte Emile, premier Secrétaire permanent adjoint, porte-parole de la Commission électorale indépendante (CEI), M. Ousmane Diakité, responsable adjoint du Conseil supérieur des imams (Cosim).

Chacune des personnalités citées ci-dessus était entourée soit de ses plus proches collaborateurs, soit de membres du directoire de l'organisation qu'elle dirige.



Le chef de mission posant avec des membres de la plateforme EDS/FPI pro-Laurent Gbagbo

Une demande de rencontre a été adressée au Parti démocratique de Côte d'Ivoire/Rassemblement démocratique africain (PDCI/RDA), considérée comme une des principales formations de l'opposition, mais aucune suite n'y a été donnée.

La mission a par ailleurs rencontré les membres de diverses structures, notamment l'association des ambassadeurs des Etats de la CEDEAO accrédités en Côte d'Ivoire (Ecodiplo), des militants d'organisations de la société civile, des groupements de femmes et de jeunes, ainsi que les principaux groupes de presse de la Côte d'Ivoire.

SUJETS ABORDÉS

Les principaux sujets abordés au cours des différentes rencontres ont tourné autour des préparatifs de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 et du climat politique extrêmement tendu qui règne dans le pays. Une opposition très radicale et certaines organisations de la société civile remettent en cause la légitimité de la CEI (Commission électorale indépendante, chargée de l'organisation de l'élection), exigent le retour d'exil de célèbres personnalités politiques (Laurent Gbagbo, Guillaume Soro...), rejettent le principe d'une modification de la Constitution décidée par le président Alassane Ouattara et fustigent les arrestations de leaders politiques et les interdictions systématiques des manifestations de rue. Les autres sujets abordés concernent la constitution du fichier électoral, la gratuité de la carte nationale d'identité, la facilitation de l'obtention de la carte d'électeur, etc.

En réaction, les responsables de la CEI comme les chefs des départements chargés de la sécurité et de la défense ont évoqué les dispositions prises ou envisagées afin de garantir un scrutin clair, honnête et transparent. Pour sa part, la société civile s'est dite favorable au déclenchement d'une vaste campagne de sensibilisation des populations en vue de l'apaisement du climat politique actuel.



Une partie de la mission avec M^{me} Anne-Désirée Ouloto, directrice exécutive en charge des relations extérieures du RHDP (pro-Alassane Ouattara)

MESSAGE DÉLIVRÉ

Conduite dans un pur esprit républicain et en parfaite maîtrise de la situation sociopolitique ambiante, la mission a tenu aux différentes personnalités et entités rencontrées le même langage de vérité, sans parti pris et sans concession. Elle a donc préconisé la poursuite du dialogue entre tous les acteurs du processus électoral, l'installation d'un comité de suivi pour la mise en œuvre des activités prévues, la prise de mesures fortes pour faciliter l'inscription, notamment des « nouveaux majeurs », sur les listes électorales, une meilleure communication de la CEI tendant à démontrer sa neutralité et son impartialité, une nouvelle prise de conscience, de la part des médias, de l'importance de leur rôle dans la lutte contre les discriminations et l'exclusion, etc.

À noter que la mission, dont le programme des visites a été confectionné par le bureau du représentant spécial du Président de la Commission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, l'ambassadeur Babacar Carlos Mbaye, a été accompagnée par ce dernier chez la plupart des personnalités rencontrées. Partout, M. Mbaye a tenu à remercier les hôtes pour la sollicitude dont ils ont fait montre à l'égard de la CEDEAO et de sa propre personne, en acceptant de bonne grâce de recevoir la mission en dépit de leur calendrier particulièrement chargé.



Le chef de mission répondant aux médias après la rencontre avec la CEI

CONCLUSION

La mission note, en dépit des efforts consentis de part et d'autre, un manque de confiance général entre acteurs du processus électoral en Côte d'Ivoire. Malgré l'annonce, le 5 mars 2020 à Yamoussoukro, de sa décision de ne pas briguer un nouveau mandat, le président Ouattara continue de faire l'objet de procès d'intention de la part d'une opposition persuadée que l'élection est jouée d'avance.

Une mission de haut niveau impliquant les chefs d'Etat de la CEDEAO devrait pouvoir s'impliquer afin d'aider la Côte d'Ivoire à dépasser ses contradictions actuelles et chasser à jamais la menace du retour des démons du passé. A cet effet, le chef de mission a élaboré, à l'intention du Président de la Commission de la CEDEAO, un rapport contenant des recommandations dont la mise en œuvre devrait aider à faciliter la tenue d'un scrutin apaisé en Côte d'Ivoire.